

## La politique sociale du loisir : 1900-1940

traduit par Christian Topalov

LORSQUE l'on utilise le terme de réformisme pour caractériser les politiques sociales de régimes aussi différents que le Front populaire de Léon Blum et le New Deal de Roosevelt, l'Italie mussolinienne et l'Allemagne nazie, cela renforce naturellement l'impression que ceux-ci avaient quelque chose de fondamental en commun. Si on lui enlève quelques aigles et quelques faisceaux, le bureau de poste moderniste italien ressemble à s'y méprendre, d'un point de vue purement formel, à un bâtiment du New Deal. La photo un peu floue d'ouvriers rassemblés pour une sortie du samedi aurait pu avoir été prise aussi bien au cours d'une randonnée du Front populaire, sur un campement de la *Work Progress Administration*, ou pendant une excursion du *Dopolavoro* fasciste. Du point de vue de leurs fonctions aussi, de telles interventions sociales semblent avoir eu les mêmes effets, sinon les mêmes buts. Par exemple, les allocations familiales, qui sont maintenant un élément si essentiel de la pratique du *Welfare state* moderne, renforcent les rôles familiaux traditionnels, qu'elles aient été à l'origine instituées dans l'Allemagne de Hitler, par le Front populaire ou par la dictature fasciste en Italie. Ces ressemblances apparentes sont-elles réelles ? Est-ce que le regroupement de ces politiques sous le terme de réformisme révèle une convergence en profondeur des modes d'action sociale dans les sociétés modernes, convergence qui avait été jusqu'ici masquée par les différences d'objectifs et de stratégies politiques, plus immédiatement visibles ? Cette question est aujourd'hui particulièrement pressante. Il est clair que les stratégies traditionnelles du *Welfare state* sont en difficulté. Et pourtant l'interprétation historique de ce que cela signifie a largement été abandonnée à ceux qu'on appelle les post-marxistes, et aux théoriciens libéraux de la modernisation, alors que ni les uns ni les autres ne sont intéressés par les problèmes futiles de la spécificité historique ou particulièrement bien armés pour les traiter. Tandis

que les premiers sont de purs moralistes, qui interprètent toute réforme comme une machination supplémentaire du pouvoir bureaucratique, qu'elle soit mise en œuvre par un dictateur charismatique ou par un fonctionnaire social-démocrate sans âme, les seconds sont des agnostiques absolus : le processus du développement est inexorable, qu'il prenne la voie royale de la réforme ou les chemins de la révolution, il aboutit au même système social post-industriel<sup>1</sup>.

Je ne veux pas soutenir ici qu'il ne faut pas utiliser le terme de réformisme, ni qu'on ne doit pas s'en servir pour regrouper les phénomènes si disparates auxquels il a été fait allusion plus haut. En réalité, lorsqu'on en use dans cette acception large, il met en lumière l'apparition d'une nouvelle logique d'analyse et d'intervention sociales au cours de la première moitié du siècle. Au fur et à mesure que le procès de reproduction sociale devenait plus compliqué dans les sociétés capitalistes, on s'est aperçu que la nature de la « question sociale » telle qu'on la formulait au XIX<sup>e</sup> siècle, ainsi que ses solutions possibles, étaient devenues beaucoup plus complexes. Peu à peu, en essayant de la rendre plus gérable, les réformateurs bourgeois l'ont subdivisée en problèmes nouveaux : celui de la fatigue et du loisir, celui du logement, celui des relations industrielles et, bien sûr, celui de la femme et des rapports entre les sexes. Chacun de ces problèmes a été identifié et formulé de façon à rendre possibles enquête, élaboration de mesures et action en vue de lui trouver une solution. Au cours de ce processus, comme l'on sait, furent inventés de nouveaux objets pour la science sociale et l'administration, formées de nouvelles catégories de spécialistes, et de nouveaux domaines de la vie sociale furent mis à l'écart du champ de la politique traditionnelle et du débat idéologique. La définition même des problèmes sociaux entraîna aussi certaines contraintes sur l'action. Quels qu'aient été



5

les groupes ou les individus engagés dans la logique conçue pour gérer les nouveaux domaines de la pratique réformatrice — parmi lesquels la politique urbaine, l'eugénisme, l'économie domestique et le loisir — tous se trouvèrent face à des choix politiques et institutionnels délimités de façon semblable<sup>2</sup>. Dans ce processus, les distinctions bien claires entre progressistes et conservateurs, entre mouvement social et administration publique, entre les partisans d'un changement radical et les réformistes — ces poteaux indicateurs des analyses marxistes traditionnelles — tendaient à s'estomper. C'est pourquoi les po-

litiques sociales réformatrices se sont révélées être un sujet particulièrement réfractaire, et peut-être désagréable aussi, pour les interprétations et analyses d'orientation critique.

### Le problème du loisir

Je me propose d'examiner dans ce texte comment la logique du réformisme s'est étendue à un nouveau domaine : le loisir des travailleurs. Cela ne s'est pas fait sans une véritable bataille. Je vais insister sur cette métaphore, car ce qui était en cause, ce n'était pas simplement un conflit sur le

5  
La torre Balilla de la colonia Fiat,  
une « marina pour le peuple »  
inaugurée en 1932  
(photo : Schwabik)

genre d'action sociale à mettre en œuvre et, préalablement, des discussions sur la façon de définir le problème social lui-même, mais c'était une lutte réelle sur les modes de vie. Celle-ci opposait les subcultures ouvrières des centres industriels européens du début du XX<sup>e</sup> siècle aux rapports sociaux du marché de masse, aux institutions sociales et aux stratégies réformatrices du capitalisme développé. Le terrain de ce conflit a changé rapidement, ce qui en a fait un champ de bataille particulièrement difficile. Les combats ont transformé les points de repère familiers, comme l'ont fait aussi des changements dans les conditions plus générales, tels que les nouvelles structures industrielles, la croissance urbaine, les nouvelles habitudes de consommation et les progrès des techniques de communication de masse. Ces changements échappaient, comme le temps qu'il fait, à tout contrôle direct, ou alors étaient si subtils, comme l'opinion publique sur le front intérieur, qu'ils pouvaient à peine être perçus par les combattants. Ceux-ci étaient rangés en deux camps : d'un côté les forces de l'ordre — depuis les patrons philanthropes et les commis de l'Etat jusqu'aux cadres des partis nazi et fasciste ; de l'autre, le mouvement ouvrier au sens large — socialistes orthodoxes, communistes et sociaux-démocrates ainsi que leurs bases ouvrières. Mais il faut entendre ces alliances de façon lâche. Il n'y avait en effet aucun accord a priori sur qui était ou ce qu'était l'ennemi commun, ni non plus de stratégie uniforme. L'apparence d'homogénéité provient moins des perceptions tranchées qu'auraient eu les protagonistes que des résultats finaux et du processus de la reconstruction historique. La bataille du loisir a été menée avec un mélange de tactiques et de techniques simultanément modernes et archaïques. Les revendications portant sur les pratiques coutumières, les lieux de réunion, les points de vue culturels et les bases sociales ont d'abord été formulées en suivant les distinctions



traditionnelles entre gauche et droite, et entre ce que la force de l'habitude faisait identifier comme le comportement prolétarien et les mœurs bourgeoises. Il faut considérer avec précaution ces étiquettes, et d'autres encore, car la signification sociale de telles identités était en train de changer rapidement et pouvait se révéler trompeuse même pour ceux qui s'en réclamaient. Ainsi la bataille était intense autour de l'héritage de la culture populaire, mais il n'y avait pas de combat important à propos de l'organisation des moyens de communication de masse. Il y avait une énorme concentration de forces en direction de la classe ouvrière, tandis que les employés, malgré leur nombre et leurs ressources, ne soulevaient guère d'intérêt stratégique et glissaient entre les lignes. Le front lui-même était souvent indistinct, chaque camp essayant d'utiliser la tactique de l'autre, de s'emparer, telles qu'elles étaient, de ses sources d'approvisionnement en associations et en culture. Il faut se souvenir que, d'un bout à l'autre, le terrain était capitaliste et qu'il se déplaçait vers des hauteurs, ce qui minait les défenses de la gauche. Finalement, pour comprendre la signification de cette lutte, il nous faut abandonner la métaphore de la bataille. Celle-ci implique en effet une issue qui s'exprime en termes de victoire ou de défaite, alors que ce qu'il importe réellement de comprendre est la diversité et le caractère contradictoire des modes d'action dans le domaine étudié.

On a commencé à définir le loisir des travailleurs comme un « problème social » après la Première Guerre mondiale lorsque, à la suite d'une intense agitation du mouvement ouvrier, la réduction de la semaine de travail a été acceptée dans les pays occidentaux comme une mesure de réforme capitaliste. Au moment où le patronat européen se reconvertissait à la production de temps de paix et que les projets de mécanisation et de taylorisation du procès de travail promettaient d'immen-

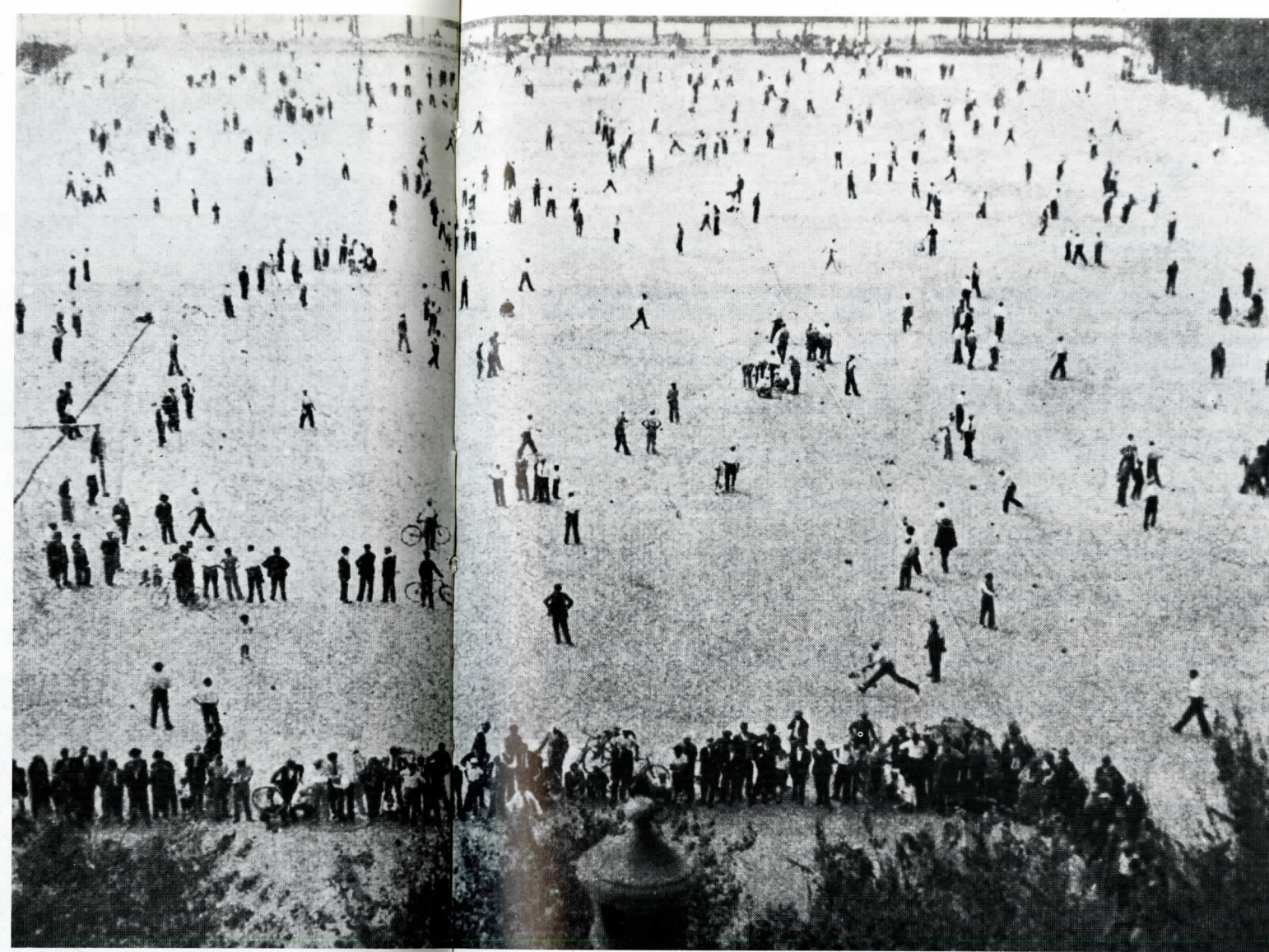
ses accroissements de productivité, il parut plausible pour la première fois que l'industrie pût se passer du « travail intensif » et des longs horaires de l'entreprise du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans l'ordre d'après-guerre, d'énormes gains de productivité devaient rapidement entraîner une hausse des salaires, et le pouvoir d'achat nouvellement accru de la main-d'œuvre devait soutenir l'expansion d'un marché intérieur pour une production orientée vers la consommation. Ainsi, les conséquences de la journée de huit heures allaient bien au-delà de l'augmentation moyenne de deux heures par jour du temps de non-travail obtenue au cours des années 1920, et de la réduction globale de la semaine moyenne de travail dans l'industrie européenne de 60 à 46 heures entre 1914 et 1939<sup>3</sup>. Le nouveau loisir était interprété comme la pierre angulaire d'un capitalisme réformé. Travaillant moins et gagnant plus, l'ouvrier allait maintenant entrer dans un nouveau rapport avec la société capitaliste : comme citoyen et comme producteur, comme consommateur et comme travailleur, comme participant aux nouveaux marchés de masse en formation, et comme public d'une culture de masse qui faisait son apparition. Le problème du loisir est né lorsqu'il apparut que ce temps libre accru ne serait pas en réalité ordonné comme il convenait. C'était bien plus que la crainte puritaine des débuts du capitalisme que le temps destiné au labeur ne soit « gaspillé » ou « tué »<sup>4</sup>. Un loisir désordonné menaçait de faire naître toutes sortes d'obstacles à la productivité et au progrès social. L'idée de « plus de loisir pour un salaire inchangé » avait été acceptée par les patrons sur la base de deux hypothèses : d'abord que le loisir constituerait un antidote aux cadences abrutissantes de l'usine taylorisée, ensuite que les ouvriers pointeraient frais et dispos pour travailler toute une journée, après qu'ils aient effectivement utilisé leur temps libre accru et leur salaire plus élevé à des passe-temps reconstituants<sup>5</sup>. Pour-

tant, la réduction des horaires a rarement été accompagnée de hausses de salaires, ou de hausses en rapport avec les gains de productivité. Faute d'observations ou de données concrètes nouvelles, il était facile aux réformateurs de conclure que les ouvriers se trouveraient face aux mêmes occasions quotidiennes de péché social que jadis : logements sordides, mauvais approvisionnement, tavernes humides, rue malsaine à l'entrée des maisons. Ils allaient « pourrir dans la boisson » plutôt que rechercher des « distractions commerciales innocentes et amusantes », comme le craignait le réformateur américain James Sizer ; ou bien veiller la nuit pour compléter leur salaire au détriment de leur employeur principal ; ou alors gaspiller leur énergie en actions mi-

litantes au lieu de s'engager dans les activités civiques constructives et la promotion sociale que leur offrait la politique capitaliste réformée<sup>6</sup>.

Le problème s'est compliqué lorsqu'on s'est aperçu que beaucoup d'ouvriers ne concevaient pas du tout le loisir dans les mêmes termes que les patrons ou les réformateurs, et que l'idée « primitive » du temps libre qu'ils avaient été tout à fait incompatible avec l'idéal d'une culture civique de l'intégration qui était implicite dans l'idée moderne du loisir. Lorsque les ouvriers avaient revendiqué « les huit heures », ils ne s'intéressaient pas au loisir au sens précis du terme. Au cours de la formation de la classe ouvrière européenne, le temps libre avait signifié la constitution

d'une vie collective nouvelle et le renforcement des rituels du mutualisme et de la solidarité. Il avait signifié la libération du labeur du travail en usine et le droit de « tuer le temps », le droit « à la paresse ». Le temps libre était avant tout le temps des relations sociales, l'occasion par laquelle, de façon graduelle et souvent imperceptible, s'était formée une culture cohérente et spécifiquement prolétarienne<sup>7</sup>. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, cette culture s'identifiait de façon typique avec les « zones rouges » des centres industriels européens : les quartiers ouvriers de Borgo San Paolo à Turin ou de Sesto à Milan, Saint-Denis et les bastions du socialisme municipal en France, les banlieues prolétariennes des villes de la Ruhr et de la Rhénanie, la périphérie industrielle de Berlin et



la Neuwienerstadt autrichienne. Dans ces zones, lieux de travail et lieux de résidence se superposaient la détente, la consommation, l'action politique et la défense économique. Tout cela pris ensemble constituait ce qu'on pourrait appeler une « sociabilité confuse ». Celle-ci mêlait les activités familiales et la vie associative, incluait toutes les générations des deux sexes, ignorait les distinctions fonctionnelles de type moderne et spécialisé entre besoins sociaux ou institutions — entre groupes théâtraux et clubs de lecture, mutuelles, sections syndicales et locaux de parti. Ainsi en Italie, travailleurs agricoles et ouvriers d'usine se mêlaient, ainsi que leurs familles, dans les « maisons du peuple » des périphéries urbaines, estompant la coupure entre vie urbaine et vie rurale. En France et en Belgique les ouvriers de métier et les semi-qualifiés se rencontraient dans les Chambres du travail urbaines, réalisant l'union entre les traditions anciennes du mutualisme des artisans et le nouveau militantisme du syndicat de masse. Cette interaction entre réalisation sociale concrète et aspiration utopique constituait ce que l'on peut seulement décrire comme une « contre-culture » prolétarienne et a donné un énorme élan à l'offensive ouvrière des années « rouges » européennes en 1918-1919<sup>8</sup>. Elle a continué à troubler les réformateurs qui, dans leur tentative pour dépasser la formulation globale et inextricable de la question sociale, cherchaient à isoler ses composantes, formuler les problèmes et administrer les solutions.

### La remise en ordre de la sociabilité populaire

La façon dont le problème du loisir était posé suggère qu'on ne pouvait s'en sortir que grâce à une seule solution. Ceci semble confirmé par l'utilisation, qui se répand au cours des années 1920, du terme de *rationalisation*, non seulement pour débattre de comment le procès de produc-



tion organisé scientifiquement allait dégager du temps libre et augmenter les niveaux de salaire et de consommation, mais aussi pour désigner les manières dont il fallait organiser le loisir pour qu'il remplisse sa fonction par rapport à l'objectif premier, maximiser les quantités produites. De la même façon que le procès de travail était chronométré, mesuré et divisé en tâches élémentaires pour maximiser la production, les activités de loisir pouvaient désormais être analysées, décomposées et recomposées de sorte qu'elles reconstituent efficacement les énergies des ouvriers. On pourrait déduire de cette aspiration technocratique que des efforts concertés furent entrepris pour faire correspondre exactement l'usage du temps de loisir aux besoins de la production. En d'autres termes, on pourrait construire une configuration super-structurelle qui reflète exactement la nouvelle base économique, c'est-à-dire une production de masse orientée vers la consommation<sup>9</sup>. Toutefois, interpréter de cette façon la rhétorique de la rationalisation supposerait qu'il ait existé une élite cohérente dont les buts étaient si clairs et l'analyse sociale si parfaite qu'elle était capable de concevoir et de mettre en œuvre un grand dessein éclairé. Cela supposerait aussi que cette élite ait pu réaliser un tel projet dans sa forme originelle sans rencontrer d'opposition ni de la part des ouvriers, ni de celle d'aucun des nombreux groupes d'intérêts constitués d'une société qui connaissait un changement rapide. Cela supposerait enfin que les notions traditionnelles de fonctionnalisme économique ou de rationalité bureaucratique aient pu être appliquées à ce domaine de l'activité sociale.

Mais si nous regardons de plus près les projets spécifiques, nous constatons qu'il n'y avait pas et ne pouvait y avoir de *dessein capitaliste d'ensemble*, bien que, comme nous allons le voir, le résultat de la recherche d'une solution au problème du loisir ait été un nouveau mo-

dèle de réponse des élites qui a finalement abouti à une organisation plus médiatisée du pouvoir social. Dans une organisation sociale de plus en plus complexe, le loisir était supposé être fonctionnel, mais à quoi ? Au travail ou à la consommation ? A la vie collective, à la famille ou à l'Etat ? A la promotion individuelle ou à l'activité des partis politiques ? Les prétentions possibles sur le loisir ouvrier étaient évidemment extrêmement nombreuses, ainsi que leurs conflits potentiels. Les modalités possibles pour organiser ces prétentions étaient tout aussi nombreuses : quel devait être exactement l'équilibre entre le marché, les équipements sociaux de l'Etat ou des municipalités, et les initiatives privées ? Dans son rapport mondial de 1924, l'Association chrétienne de la jeunesse concluait que la solution résidait dans « la mise en place de la relation adéquate entre les initiatives publiques, volontaires et commerciales, en résolvant les éventuels conflits d'intérêts, et ayant soin de couvrir le terrain sans chevauchements »<sup>10</sup>. Mais comment y parvenir ? Par l'intervention de l'Etat et la planification publique des équipements sociaux, par des arrangements corporatistes entre pouvoirs publics, patronat et organisations ouvrières, par le jeu « naturel » du marché, ou par un dosage de tout cela ? Enfin, il y avait un conflit fondamental à propos du contenu culturel des activités de loisir proposées à la consommation de masse, entre, d'une part, les objectifs pédagogiques des réformateurs bourgeois qui calculaient méticuleusement l'édifice des buts, des moyens et des effets et, d'autre part, les objectifs expansionnistes des nouvelles industries du loisir qui recherchaient le profit commercial sans se préoccuper de l'impact qu'elles auraient sur les nouveaux publics en voie de constitution. Les idéaux d'épargne, de sobriété et de conduite rationnelle que promouvaient les politiques sociales étroitement contrôlées des entreprises pouvaient-ils être compatibles avec les distractions fournies par une culture de

masse de l'évasion ? La passivité et le fanatisme qu'engendraient les spectacles de masse n'étaient-ils pas contradictoires avec les objectifs de santé et d'esprit de corps encouragés par les clubs sportifs locaux ? Les images de la culture de masse, spécialement celles qui venaient d'Amérique — femmes effrontées, solidarités démocratiques et bien-être matériel — n'exciteraient-elles pas des désirs et des aspirations qui entreraient en conflit avec les rôles sociaux et sexuels traditionnels ? Enfin, la mobilisation du temps de loisir pour des objectifs politiques, comme le cherchaient les nouveaux mouvements de droite, ne s'opposait-elle pas à l'idéal conservateur du *business as usual* ou à la conception libérale d'une culture civique dépolitisée ? Lorsque nous observons ces prétentions contradictoires et les dilemmes que ces questions devaient probablement soulever, lorsqu'en outre, nous nous apercevons que les effets des nouvelles habitudes et technologies culturelles n'ont été ni décrétés ni prévus, il semble que l'on quitte une époque gouvernée par les buts rationnels et les moyens conséquents d'une politique bureaucratique de type weberien, pour entrer dans une autre que gouverne une logique plus subtile d'action sur le changement social et de façonnement de celui-ci<sup>11</sup>.

En réalité, les politiques sociales du loisir — comme, me semble-t-il, dans d'autres domaines d'intervention sociale — doivent être comprises comme l'effet convergent de plusieurs politiques. Celles-ci ont opéré selon des logiques multiples et parfois contradictoires, à tous les niveaux de la société, et leur effet ultime — sinon leur intention originelle — a été de détruire la sociabilité « dangereuse » de la classe ouvrière du début du xx<sup>e</sup> siècle. Les pressions sur cette structure « primitive » provenaient simultanément de plusieurs origines distinctes. Il est clair que les transformations de la structure économique ont été décisives : les changements de locali-

sation déplaçaient les usines hors des basions du mouvement ouvrier, loin des zones prolétariennes traditionnelles tandis que la réorganisation des établissements industriels accélérât le déclin des métiers et augmentait le nombre des ouvriers sans qualification et des employés, catégories qui ne se reconnaissaient pas nécessairement dans les mœurs de jadis. Le développement des moyens de communication de masse a joué un rôle important, à la fois en concurrençant la production culturelle locale, en réorientant les goûts vers un marché national, en établissant de nouvelles normes et en offrant de nouveaux symboles que les produits locaux devaient affronter. Le reflux politique de la classe ouvrière européenne au début des années 1920 et sa défaite retentissante en Italie et en Allemagne ont contribué au processus. Tandis que le mouvement ouvrier serrait les rangs et était inexorablement engagé dans les politiques corporatistes de la vie politique nationale, les négociations économiques et le débat politique se sont l'un et l'autre centrés de plus en plus explicitement dans les sommets du parti ou les bureaucraties syndicales. Soit que cette concentration du pouvoir ait eu pour effet de limiter l'activité au niveau local, soit qu'elle ait conduit à une délimitation plus précise des tâches parmi les groupes de quartier — soit les deux —, le résultat semble avoir été identique : la professionnalisation de l'action politique, c'est-à-dire la claire démarcation de quels besoins et aspirations pouvaient être satisfaits, par quels organismes, grâce à quelles techniques et selon quel calendrier. L'apparition des équipements sociaux publics eut pour effet de faire remonter certaines fonctions qui auparavant étaient remplies, même imparfaitement, par des institutions locales, et ainsi limita encore plus l'éventail des activités autour desquelles pouvaient se développer organisation et agitation. Enfin, les initiatives volontaires de la bourgeoisie se multiplièrent : dans l'industrie, notamment dans les industries nouvelles,

des politiques sociales plus globales et planifiées scientifiquement semblent avoir été particulièrement efficaces pour donner un coup d'arrêt à la croissance des anciens modèles de sociabilité ouvrière. Dans chaque cas, des choix politiques furent faits, qui pourraient peut-être être mis en rapport avec une conception plus ou moins claire des besoins de l'accumulation capitaliste dans d'autres domaines. Que ces choix n'aient pas été faits en référence directe au loisir ouvrier ne signifie pas nécessairement que le modèle d'ensemble qui les fondait ne correspondait pas tout aussi clairement à la logique du système.

Dans ce modèle de changement, les régimes et les stratégies politiques particulières introduisent évidemment des différences, peut-être plus en ce qui concerne la fixation des buts et des moyens du changement, que son point d'arrivée final. Dans les démocraties libérales de l'Europe de l'entre-deux-guerres, les politiques sociales du loisir étaient pluralistes, tandis que dans les dictatures fascistes, le temps de loisir des ouvriers constituait une cible spécifique de l'intervention de l'Etat, en vue, à la fois de démanteler les dernières forteresses de la gauche, de pousser à la productivité, de constituer une audience nationale pour les messages politiques, et de compenser les bas niveaux de consommation. Dans l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie, la violence des milices et l'action de la police, puis la mise hors-la-loi des associations « anti-nationales », dévastèrent les zones ouvrières, tandis que dans les démocraties libérales la vie associative ouvrière a été progressivement corrodée pour ainsi dire, par la concurrence des moyens de communication de masse, par le changement de sa base sociale en ville et par la satisfaction de besoins sociaux et économiques en dehors du champ d'action des associations ouvrières traditionnelles. Les dictatures fascistes créèrent des organismes nationaux spécifiques — comme la *Kraft durch Freude* nazie ou la *Opera Na-*

*zionale Dopolavoro* italienne — dont le but était d'organiser et de contrôler le temps libre des ouvriers. Au contraire, dans les démocraties libérales, les gouvernements favorisèrent les entreprises locales et privées en adoptant une législation fiscale particulière, en soutenant des initiatives volontaires au moyen de comités nationaux qui étudiaient l'efficacité des programmes de loisir et les faisaient connaître, et en augmentant les financements publics destinés aux programmes récréatifs. L'organisation fasciste des activités de loisir complétait l'action du secteur privé en mettant en place des circuits distincts et des programmes spécialement destinés aux ouvriers là où l'entreprise ne pouvait être commercialement rentable, et assaisonnait tout ce qu'elle offrait avec des messages politiques plus ou moins explicites. Dans les démocraties, les services étaient essentiellement fournis par l'intermédiaire du marché et pouvaient être obtenus par la consommation individuelle, et les messages sociaux étaient en général implicites. Lorsque l'on revient en arrière et que l'on considère seulement les résultats, il est facile de voir comment cet ensemble complexe de politiques et d'interventions pouvait être appelé réforme, non seulement par les élites mais aussi bien par la classe ouvrière. Dans les régimes démocratiques libéraux comme dans les régimes fascistes, un ouvrier ou une ouvrière qui avait vingt ans dans les années 1930 disposait d'un choix beaucoup plus vaste d'activités après le travail et de possibilités nettement plus grandes d'en profiter que n'en avaient eus ses parents dans la première décennie du siècle. Bien entendu, cette amélioration du niveau de vie résultait de toutes sortes de changements. On peut discerner certaines tendances communes aux régimes démocratiques libéraux et fascistes. Nous pouvons constater la fragmentation de la vieille sociabilité ouvrière, puisque les activités de loisir étaient séparées de la vie familiale et des organisations de quartier, des revendica-



tions politiques et de la défense économique. Nous pouvons observer une spécialisation nouvelle dans la participation des publics aux activités collectives : par sexe et par génération, entre la jeunesse, l'âge de la vie de famille et la vieillesse. nous pouvons voir que des modèles nationaux communs à toutes les classes sociales ont fait perdre leur spécificité à des habitudes de loisir auparavant déterminées par l'appartenance de classe, le lieu de résidence et la profession. Jeunes ouvriers et jeunes employés se partageaient plus souvent les mêmes passe-temps, de même que certains employés avec les membres des classes moyennes traditionnelles. Enfin, nous pouvons voir que des activités de loisir qui avaient été auparavant des expressions individuelles de la sociabilité de classe avaient pris un caractère plus professionnalisé et anonyme. Bref, si nous observons attentivement la société européenne, nous pouvons largement discerner le même modèle de changement que celui que Robert Lynd et Hélène Merrel Lynd trouvèrent à Middletown lorsqu'ils y revinrent au milieu des années 1930 : le loisir y « devenait plus passif, plus formaliste, plus organisé, plus mercantile, et, dans les moments où il restait actif, revêtait plus nettement les traits concurrentiels qui étaient si caractéristiques de la culture dans son ensemble »<sup>12</sup>. Le loisir, qui avait été une expression générale de la sociabilité, était devenu un bien de consommation et un service mesurable, dont on parlait en termes d'« accès », d'« efficacité », de « quantité » et de « qualité ». Cette transformation était si subtile et ses causes si diverses qu'il était impossible sur le moment de la saisir pleinement, encore moins de la conduire de façon cohérente, aussi bien pour les groupes mêmes qui avaient à l'origine défini les termes du problème, que pour les mouvements d'opposition qui durent l'affronter pour la première fois dans les années 1920 et 1930.

Bien que le résultat de cette première in-

tervention systématique dans le loisir ouvrier ait été semblable dans ces différents régimes, en conduisant à la dissolution des formes de sociabilité ouvrière militante qui s'étaient développées de 1880 à 1920 environ, il faut garder présents à l'esprit les traits qui ont donné sa spécificité au processus dans chacun d'eux. C'est un travail difficile que de déterminer ce qui fut une politique délibérée ou bien un effet inintentionnel, ce qui doit être attribué au fonctionnement du marché ou à la forme du régime, ou encore aux caractères fondamentaux des systèmes sociaux du capitalisme développé. Et cependant, toute erreur d'analyse, toute insistance exagérée sur un aspect aux dépens des autres conduit à une compréhension fondamentalement erronée du fonctionnement de la société capitaliste ; à prétendre, par exemple, que la logique du marché détermine inexorablement les formes sociales, ou que l'accumulation du pouvoir bureaucratique est un trait inévitable des sociétés modernes, ou alors que le fonctionnement de régimes aussi manifestement différents que la démocratie libérale et le totalitarisme fasciste ne peuvent être soumis aux mêmes règles d'analyse sociale. C'est le mélange des causes dans le processus qui est important, précisément parce que le processus lui-même était si extraordinairement contradictoire. Ces contradictions dans la logique de la réforme — et dans les institutions et les équipements sociaux qu'elle a fait naître — sont exactement ce avec quoi les forces d'opposition ont dû travailler dans les systèmes capitalistes développés.

### S'organiser sur le terrain réformiste

Lorsqu'on examine les réponses des forces d'opposition, on peut voir combien il était difficile de saisir cette logique, et aisé d'être influencé par ses présupposés. Selon qu'ils agissaient au sein de l'une ou l'autre des trois principales traditions du mouvement ouvrier de l'entre-deux-guerres —

que je caractériserai ici comme socialiste orthodoxe, néo-socialiste et frontiste —, les militants pressentaient un aspect différent du problème, et développaient tactiques et stratégies à partir de la façon particulière dont ils avaient pris sur la société et la politique<sup>13</sup>. C'était comme dans la vieille plaisanterie des trois aveugles qui, rencontrant pour la première fois un éléphant, le décrivaient respectivement comme un mur, un aspirateur ou un ventilateur selon qu'ils l'avaient abordé par le flanc, la trompe ou les oreilles. La tradition socialiste orthodoxe ou « maximaliste » était sous certains aspects à la fois la plus réformiste et la plus radicale. La rhétorique de ses dirigeants à propos du loisir ouvrier était aussi moralisatrice que celle de n'importe quel réformateur bourgeois. La crainte que les ouvriers ne s'adonnent aux « bas instincts », ou succombent à l'habitude bourgeoise de « produire moins, jouir et consommer plus » était ressentie de façon particulièrement vive après la Première Guerre mondiale, lorsque les dirigeants de ce courant se trouvèrent débordés à gauche par ce qu'ils considéraient avec dédain comme une attitude millénariste dans la classe ouvrière, le « tout, tout de suite ». Ils étaient cependant encore attachés par des traditions politiques anciennes à la culture du socialisme municipal, et la solidité élastique de ce tissu associatif ouvrier était intimement liée à une action de résistance qui était perçue comme l'appui nécessaire d'une politique évolutionniste à long terme. Le problème posé par ce que le dirigeant socialiste italien Turati appelait l'*hinterland* des huit heures devait être abordé avec plus d'équipements pour la culture, l'assistance et le loisir, plus de bibliothèques et d'universités populaires, de théâtres et de cercles de lecture populaires, plus de Chambres du travail et de maisons du peuple ; en somme, plus d'institutions du type de celles que les mouvements sociaux-démocrates, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avaient promues pour





organiser et améliorer la classe ouvrière. Cette politique revenait donc à défendre et développer en profondeur l'infrastructure de la contre-culture ouvrière socialiste, sous la direction d'intellectuels formés par l'humanisme socialiste qui caractérisait le mouvement au début du XX<sup>e</sup> siècle. Aussi vieux jeu qu'elle puisse paraître, cette optique explicitement réformatrice qui tendait à satisfaire les besoins des ouvriers en matière de loisirs, était, du point de vue de la logique du réformisme, puissamment radicale. Sa force résidait en ceci qu'elle mettait l'accent sur un contenu et un style spécifiquement populaires des activités ouvrières de loisir, et sur leurs liens organiques avec le mouvement organisé. C'était aussi sa faiblesse, car elle sous-estimait entièrement la force et la variété des armes qui pouvaient être utilisées contre elle, et qui en fin de compte l'ont été. Vienne la Rouge représente peut-être le meilleur exemple de la combinaison de créativité culturelle et de vulnérabilité sociale dans le mouvement ouvrier d'après-guerre. Avec ses *Kunststelle*, *Volkshochschulwesen*, *Volkshheim*, *Volkshochschulwesen*, *Volkshheim*, *Volkshochschulwesen* et *Zentralstelle der Bildungswesen*, qui étaient le complément d'un immense éventail de locaux syndicaux et politiques, de groupes sportifs et de jeunesse, le mouvement ouvrier viennois avait construit un tissu social dans lequel la culture était à la fois produite et consommée, et où les espaces de la vie sociale et familiale étaient confondus avec ceux de la lutte politique<sup>14</sup>. Il est évidemment impossible de dire qu'une ligne juste en matière de loisir, ou plus généralement de culture, aurait permis de défendre le socialisme viennois des canonnades de la dictature de Dollfuss en février 1934 — ce serait d'une orthodoxie absurde. Mais il n'est pas dénué de sens de se demander si une telle auto-suffisance n'a pas créé une sécurité politique illusoire. Plus important encore, cette expérience souligne l'impossibilité tragique d'une politique de défense culturelle, surtout dans sa forme la plus ache-

vée, face à l'appareil de violence de l'Etat en voie de modernisation. Elle suggère aussi qu'elle a pu être réalisée seulement dans des conditions sociales très particulières, peut-être archaïques.

L'approche néo-socialiste du problème du loisir se rapproche plus de la logique réformatrice bourgeoise, bien que son point de départ et ses conclusions en soient différents. Cette position peut être aisément identifiée à l'œuvre de deux hommes : Henrik De Man, le critique à la fois singulier et typique de l'orthodoxie de la II<sup>e</sup> Internationale, et Albert Thomas le *grand commis* du socialisme réformatrice français et européen. Tous deux travaillaient en rapport étroit avec les institutions socio-culturelles des mouvements ouvriers européens. Le premier comme directeur de l'école ouvrière supérieure de Bruxelles et responsable de la politique éducative du Parti ouvrier belge, dont il était le principal théoricien<sup>15</sup> ; le second comme directeur de l'Organisation internationale du travail depuis la fondation de celle-ci en 1919 jusqu'à sa mort en 1932, et comme le promoteur de diverses organisations nationales réformatrices, comme l'Association pour le progrès social (1929) et le Comité national des loisirs (1929)<sup>16</sup>. Les œuvres de De Man et de Thomas étaient complémentaires de nombreux points de vue. De Man se préoccupait particulièrement du renouveau culturel du mouvement socialiste. Il était convaincu que la culture spécifiquement prolétarienne avait disparu sous l'impact de la vie urbaine, de la rationalisation économique et des moyens de communication de masse, mais aussi que c'était tant mieux car elle était devenue une sous-culture sentimentale et anachronique. De toutes façons, De Man croyait qu'un rejet éthique des injustices du capitalisme était une force plus convaincante pour le renouveau de la société que le pur besoin économique — lequel allait en diminuant avec la prospérité croissante de la classe ouvrière. Ce socialisme



8

éthique faisait appel au développement d'une culture critique et scientifique chez les intellectuels et dans les masses, qui investisse les domaines les plus dynamiques des cultures bourgeoise et technique. Des enquêtes de grande ampleur et l'activité d'organisation sur le plan culturel jouaient donc un rôle essentiel dans les projets formulés par De Man pour rebâtir le mouvement ouvrier européen sur de nouvelles bases plus larges. Avec ses efforts d'organisateur, Thomas visait le même but. Pour lui, la culture devait être considérée pour les ouvriers comme un besoin social, au même titre que l'alimentation, le transport, l'emploi ou la sécurité sociale. En conséquence, il devait être satisfait comme les autres besoins au moyen de l'intervention de l'Etat et du service public. Bien que Thomas affirmât avec insistance sa croyance en le « libre choix » — en partie pour faire face aux accusations de sympathiser avec les modèles autoritaires du « divertissement en vue de l'ordre » —, il n'y a pas de doute qu'il croyait qu'une direction convenable était nécessaire pour aider les ouvriers à faire des choix sociaux et culturels plus éclairés. En fait, l'objectif prin-

cipal des divers organismes qu'il dirigeait était de fournir cette direction éclairée non seulement aux ouvriers, mais aussi aux pouvoirs publics et au patronat. La composition mixte de l'O.I.T., aussi bien que des différentes organisations nationales créées par Thomas, avait pour but de garantir que l'élaboration des programmes fût fondée sur une combinaison de l'expérience ouvrière, des connaissances des experts en réforme et d'un certain consensus entre patronat, pouvoirs publics et mouvement ouvrier sur les besoins sociaux de la nation. Cette programmation réformatrice du loisir avait la force et les contradictions habituelles des projets sociaux-démocrates. C'était une force que de reconnaître les solutions localistes du socialisme municipal comme dépassées et qu'il fallait une perspective nationale, sinon internationale, sur la question du loisir ouvrier, qui tire parti des enquêtes bourgeoises et des innovations institutionnelles. Ce besoin fut au moins partiellement satisfait par le prodigieux travail de l'O.I.T. au cours des années 1920 et 1930, et par toutes sortes de rencontres nationales qui ras-

intellectuels et représentants du mouvement ouvrier<sup>17</sup>. En même temps le réformisme social-démocrate était fondé sur la conviction que l'Etat était bienveillant, ou du moins neutre, et que son exemple pouvait facilement influencer le secteur privé. Il supposait aussi que la programmation étatique serait aussi sensible à ses interlocuteurs ouvriers qu'elle l'était au patronat, et que les services publics seraient gérés démocratiquement. Mais tout cela n'était que des hypothèses, fondées sur la croyance que la classe ouvrière pouvait finalement s'organiser comme un groupe d'intérêt aussi efficacement que le pouvait le patronat. Pour de nombreuses raisons, il s'est avéré que cela n'a pas été le cas<sup>18</sup>.

Les stratégies de Front populaire apparaissent comme les plus radicales des trois car elles avaient les objectifs les plus explicitement politiques. A ce point, je voudrais décrire très brièvement deux expériences liées, celle du gouvernement Blum en 1936-1937 et celle du Parti communiste d'Italie qui, à la fin des années 1930, agissait clandestinement sous la dictature fasciste. Elles furent semblables en ceci qu'elles eurent lieu à un moment où l'impact de la culture de masse sur la communauté ouvrière d'avant-guerre était devenu plus visible ; où la droite avait montré sa capacité à utiliser un message s'adressant à tous, au-delà des classes, pour gagner une large audience parmi les employés et la petite-bourgeoisie. A un moment aussi où la dépression avait fait apparaître de façon plus aiguë la disparité entre les progrès du marché de masse et de la richesse de l'élite d'un côté, et l'appauvrissement des travailleurs de l'autre. De même, les deux expériences reflétaient la préoccupation partagée par la gauche de former une alliance large pour défendre la démocratie contre le fascisme. Dans le but de gagner des appuis hors de sa base traditionnelle dans la classe ouvrière industrielle, la gauche a montré en général une plus grande sensibilité aux demandes populai-

res, même si celles-ci avaient pu paraître localistes et apolitiques en dehors d'une situation de crise. C'est dans ce contexte général que le gouvernement Blum a instauré la journée de huit heures et la semaine de quarante, et que Léo Lagrange, nommé par Blum au nouveau sous-secrétariat d'Etat aux Sports et aux Loisirs, entreprit de mettre en œuvre le premier programme de gauche à une échelle nationale dans le domaine des activités hors travail. Cette politique comportait diverses interventions : augmenter la consommation en relevant les salaires horaires ; soutenir les traditions populaires d'artisanat et de décoration domestique, ainsi que les initiatives socialistes locales ; démocratiser l'accès aux équipements réservés à l'élite en réduisant les coûts de transport et en promouvant des voyages de masse vers les espaces associés au loisir de la bourgeoisie ; enfin, utiliser toutes ces mesures pour mobiliser un soutien au Front populaire. La mobilisation politique était le seul objectif possible pour le Parti communiste d'Italie, étant données les circonstances dans lesquelles il agissait. Dès 1933, le P.C. d'Italie se rendit compte qu'il était possible d'utiliser l'organisation fasciste du loisir pour organiser la population contre le régime fasciste, lorsqu'il fut bien obligé de reconnaître qu'il était vain d'appeler les travailleurs à « boycotter les passe-temps bestiaux de la bourgeoisie fasciste ». Dans les conférences sur le fascisme qu'il donna à Moscou en 1935, Togliatti, dirigeant du Parti, appelait les cadres communistes à travailler à l'intérieur des clubs et des cercles pour les transformer en « centres de résistance » contre le régime. Selon lui, on pouvait s'abriter derrière des activités légales pour prendre le contrôle de groupes locaux si les militants parvenaient à faire naître des doutes sur la probité des gestionnaires fascistes, à susciter la discussion sur les quelques livres au contenu de classe qu'autorisaient les lois sur la censure, à utiliser les formes démocratiques qui pou-



vaient subsister dans les anciens clubs et toute tendance démocratique latente qui se trouvait éventuellement dans les nouveaux. De cette façon, les travailleurs eux-mêmes pourraient développer peu à peu un solide sentiment de solidarité de groupe, un niveau supérieur de conscience dans leurs relations avec les surveillants fascistes, et une plus grande autonomie à l'égard des bureaucraties de l'Etat et du Parti.

Ainsi, dans le gouvernement Blum comme dans le Parti communiste d'Italie, on considérait qu'organiser le loisir ouvrier avait un débouché politique immédiat ou n'était qu'une étape qui menait à la mobilisation politique. En Italie, cette hypothèse s'est clairement avérée être erronée. Il est exact que ceux qui étaient organisés étaient probablement plus sensibles à un effort de contre-organisation que les inorganisés ; et que les consommateurs de la culture de masse, grâce à une plus grande information sur la nature de la société de masse étaient plus sensibles à la politisation. Cependant, la vieille idée, selon laquelle l'organisation socio-culturelle était équivalente à, ou en continuité avec l'organisation politique, bien qu'elle ait peut-être été vraie à l'époque du socialisme municipal, ne tenait pas dans des sociétés où les occupations de loisir étaient devenues un élément de la vie sociale aussi spécialisé. La séparation même entre les associations de loisir et les préoccupations liées au travail limitait inévitablement les problèmes que l'on pouvait utiliser efficacement pour gagner la sympathie des travailleurs ou élever leur conscience politique. De nombreuses revendications dans ce domaine, comme celles qui portaient sur d'autres catégories d'équipements, pouvaient être formulées et même satisfaites dans le cadre de la légitimité capitaliste. Dans une société comme la France du milieu des années 1930, où les inégalités en matière de consommation étaient si éclatantes, une politique visant la démocratisa-

tion des habitudes de consommation avait évidemment un gros impact politique. Mais lorsqu'on se rappelle comment, au procès de Riom, Léon Blum évoquait de façon si poignante les effets de sa politique dans la banlieue parisienne — comment les rues se remplissaient de vélos, de motos, de side-cars et de jeunes couples ouvriers coquets en ballade —, on ne peut pas s'empêcher de se demander comment une « politique du loisir » pouvait être durable et militante.

### Reformisme Redux

Dans chacune de ces politiques de gauche, il y avait donc une façon différente de répondre à la question du loisir ouvrier. Avec la première, une vision utopiste, certains diraient anachronique, tendait à regrouper et à satisfaire de nouveaux besoins socio-culturels à l'intérieur des limites de la communauté ouvrière traditionnelle. Avec la seconde, il s'agissait de combiner la compétence bourgeoise et l'expérience ouvrière pour préparer la population laborieuse à participer à une démocratie sociale, et peut-être à la diriger. La troisième réponse était une vision militante qui proposait d'utiliser les activités de loisir comme la base de nouvelles solidarités politiques pour changer la société. Chacune appelait plus ou moins clairement une forme spécifique d'organisation : la première, une structure de défense culturelle contrôlée localement et tournée vers la communauté de base ; la seconde, la mise en place d'équipements sociaux par les pouvoirs publics ; la troisième, la création de nouvelles collectivités démocratisées et décentralisées. Chacune de ces politiques a pu aussi correspondre très grossièrement à un programme de construction : la première aux *case del popolo* ou aux maisons du peuple bâties dans un style belle époque sentimental, ou à la structure autarcique de la cité ouvrière ; la seconde, dont la forme était plus flexible à cause de la diversité de ses mécènes, de ses promoteurs ou de sa base sociale, aurait été con-

çue, et l'a certainement été par De Man et Thomas, dans un vocabulaire moderne — ainsi la *Maison du peuple* de Horta qu'admirait tant De Man, ou les équipements communautaires de l'*unité Immeuble-Villa* de Le Corbusier ; la troisième, peut-être la moins spécifique de toutes, aurait pu accepter n'importe quel cadre bâti, puisque la politique pouvait contrôler et réinterpréter les formes et les bâtiments. Il serait abusivement optimiste de dire que ces différentes stratégies étaient complémentaires au sein d'un tout, d'une politique du loisir de gauche. Bien au contraire, elles étaient souvent en concurrence et en conflit. Et en effet, la seule façon de les lier entre elles est de comprendre de façon critique comment chacune répondait à un aspect différent de l'organisation du pouvoir dans le capitalisme développé. Le socialisme traditionnel était un effort pour résister à l'intégration, la social-démocratie une tentative pour s'approprier les mécanismes scientifiques et bureaucratiques de la réforme ; la démocratie de Front populaire, l'effort pour constituer le public des loisirs de masse en masses mobilisées politiquement. Chacune de ces réponses présente une critique implicite des autres : la social-démocratie met en cause le localisme du socialisme orthodoxe, le frontisme, les bureaucraties dépolitisées de la social-démocratie, et le socialisme traditionnel, les tendances intégrationnistes de la social-démocratie comme l'opportunisme tactique de l'expérience de Front populaire.

Dire que chacune de ces politiques a un fondement légitime — dans la mesure où elle était basée sur une perception correcte de l'un des aspects de la logique réformatrice —, mais qu'aucune ne doit être considérée comme la seule politique correcte, dire en outre qu'il ne peut y avoir de politique de gauche du loisir — ou de l'hygiène sociale, ou de l'architecture —, c'est avoir fait un bon bout de chemin. En effet, ce que nous disons, c'est que la logique de la

réforme est fondée sur une fragmentation et une recombinaison préalable des rapports sociaux, et que toute théorie de la pratique sociale qui prétend que les problèmes sociaux formulés dans ce processus sont susceptibles de recevoir des solutions globales, est illusoire et impossible à mettre en œuvre. Dans la période actuelle tout particulièrement, il faut d'abord accepter, sans invoquer une hiérarchie de leur importance, toutes les actions sociales d'opposition dans leur variété : le militantisme de base, source d'expériences nouvelles ; la gestion administrative de la réforme, pour comprendre comment sont fournis les services sociaux ; l'étude critique, pour confronter les sciences spécialisées de l'administration sociale ; la mobilisation politique, pour construire des alliances et des perspectives plus larges. Alors, sans illusion, en comparant constamment ces expériences entre elles, et celles-ci avec les pratiques passées, nous pourrions peut-être comprendre comment a fonctionné la logique du réformisme et comment elle peut être retournée contre elle-même.

### NOTES

1. Nous nous référons ici surtout aux théoriciens de l'un ou l'autre courant. A quelques rares exceptions près, comme S. Maier, *Recasting Bourgeois Europe* ; Princeton, 1975, les « vrais » historiens n'ont pas considéré les évidentes spécificités du capitalisme développé (relativement au capitalisme industriel ou marchand) comme une occasion de réfléchir sur le cours du développement des nations occidentales depuis les années 1920. Les lecteurs français sont peut-être plus familiers avec les « post-marxistes » (Levy, etc.). Pour des raisons que je ne comprends pas totalement, c'est une école tout particulièrement nationale qui a peu d'échos ailleurs, excepté peut-être parmi les catastrophistes anti-soviétiques aux Etats-Unis. Certains écrits de Foucault donnent une image semblable de l'inexorable accumulation de pouvoir bureaucratique ; mais il est indispensable de lire Foucault. Les théoriciens fonctionnalistes de la modernisation ont été récemment l'objet d'un intéressant débat dans la gauche allemande et italienne. Les sources sont principalement américaines, y compris Moore, Bell, Ulam et d'autres. A l'origine, cette thèse a été développée comme une alternative aux théories marxistes du changement, puis s'est peu à peu affinée afin de pouvoir montrer comment les régimes fascistes aussi bien que communistes sont des déviations ou des compensations sur la route vers des systèmes post-industriels convergents.
2. La littérature sur le développement du réformisme aux Etats-Unis est vaste, comme l'on pouvait s'y attendre étant donnée l'importance écrasante des traditions réformistes. Certains travaux récents (par exemple : D. Noble, *America by Design* ; New York, 1979) sont particulièrement bons lorsqu'ils montrent comment les problèmes de la réforme furent rapidement professionnalisés dès le moment où l'on a prétendu que la science était en mesure de déterminer la *one best way* pour résoudre les problèmes de la société comme ceux de la gestion des entreprises. Jusqu'à présent, les travaux français sur le réformisme ont suivi deux pistes séparées : *Le Mouvement social* a publié des travaux très intéressants sur la convergence des traditions réformatrices bourgeoises et ouvrières (voir en particulier ; avril-juin 1974, n° 87) ; la revue *Recherches*, pour sa part, s'est surtout centrée sur l'extension d'une nouvelle logique du pouvoir dans les interventions sociales, particulièrement au XIX<sup>e</sup> siècle.
3. Pour des références sur ce point, voir ma récente étude sur l'organisation des activités de loisir des ouvriers sous la dictature fasciste. *The Culture of Consent : Mass Organization of Leisure in Fascist Italy* ; New York-Cambridge, 1981 ; traduction italienne : *Consenso e cultura di massa nell'Italia Fascista* ; Bari-Rome, 1981.
4. Au début de la révolution industrielle, le problème était le temps lui-même. Voir E. P. Thompson, « Time, Work Discipline and Industrial Capitalism » in *Past and Present* ; décembre 1967, n° 38 ; pp. 56-97 ; et aussi ; S. de Grazia, *Of Time, Work and Leisure* ; New York, 1963.
5. Il faut souligner que le *Five Dollar Day* de Ford devait être subordonné à un usage convenable du salaire. Le fameux département de Sociologie fut créé en 1914 pour déterminer, au moyen d'enquêtes sur cet environnement familial, si l'ouvrier était digne de la « prime ». Voir S. Mayer III, *The Five Dollar Day* ; Albany, N. Y., 1981.
6. V. de Grazia ; *op. cit.* ; pp. 238-239.
7. Voir sur ce point le travail indispensable de E. P. Thompson, *The Making of the English Working Class* ; Londres, 1963 ; particulièrement pp. 401-407. Des études sur la société ouvrière urbaine de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle montrent comment cette culture et cette sociabilité industrielle des origines furent transformées, en Angleterre, et peut-être aux Etats-Unis, en direction d'une sous-culture prolétarienne dépolitisée et oppositionnelle ; voir G. Stedman Jones, « Working Class Culture and Working Class Politics in London. Notes on the Remaking of a Working Class » in *Journal of Social History* ; été 1974, 7, 4 ; pp. 460-508, dans des pays ayant des mouvements socialistes puissants, comme en Allemagne, en Italie et en France, en direction d'une contre-culture ouvrière politisée ; voir D. H. Bell, « Worker Culture and Worker Politics : The Experience of a Single Italian Town, 1880-1915 » in *Social History* ; 1978, 3, 1 ; pp. 1-21 ; M. Nolan, *Society and Social Democracy in Germany* ; New York-Cambridge, 1981 ; et les travaux en cours de J. W. Scott sur le socialisme municipal français.
8. J. Cronin, « Labor Insurgency and Class Formation : Comparative Perspectives on the Crisis of 1917-1920 in Europe » in *Social Science History* ; février 1980, 4, 1 ; pp. 125-152, affirme de façon convaincante que la capacité militante des travailleurs de ces années-là était liée aux particularités structurelles de l'organisation sociale de la classe ouvrière.
9. On ne peut trop souligner combien les marxistes ont accepté avec empressement la rhétorique de la ra-

tionalisation capitaliste, comme elle se donnait. En ce qui concerne spécifiquement le loisir, voir R. Goldman et J. Wilson, « The Rationalization of Leisure » in *Politics and Society* ; 1972, 7, 2 ; pp. 157-187, entièrement fondé sur l'analyse des buts de la gestion de l'entreprise, qui naturellement mettait l'accent sur la scientificité et la clarté des objectifs. Mais les sources théoriques reposent plus profondément sur la croyance, révisée mais inchangée pour l'essentiel, que l'on trouve dans la subtile analyse par Gramsci de l'avenir du capitalisme développé (« Americanisme et Fordisme ») selon laquelle, avec le taylorisme et la rationalisation, la société devenait plus orientée vers la production, et donc plus transparente et simplifiée. 10. V. De Grazia ; *op. cit.* ; pp. 239, 289, n. 33.- 11. Une attention à l'émergence de nouvelles logiques sociales dans les sociétés capitalistes développées apparaît maintenant dans divers travaux : dans la notion de « société programmée » chez A. Touraine (*L'Après-socialisme* ; Paris, 1980 ; particulièrement pp. 1-9-139) dont je situerais les débuts dans l'entre-deux-guerres ; et dans l'idée stimulante de « complexité sociale » chez le fonctionnaliste conservateur allemand N. Luhmann. Voir l'essai introductif sans détours de D. Zolo à l'édition italienne de *Macht* ; Milan, 1975 (« Potere e complessità sociale »).
- 12. R. et H. Merrell Lynd, *Middletown in Transition* ; New York, 1937 ; p. 245.
- 13. Il est notoire que la capacité et la volonté du mouvement ouvrier de poser les problèmes de la reproduction sociale étaient minces, en particulier alors que la crise économique semblait présager l'effondrement imminent de l'ensemble du système capitaliste. En général, la hiérarchie des préoccupations plaçait en haut l'économie et la politique, en bas la culture, et au point le plus bas possible la sexualité. Bien que le mouvement ouvrier ait été confronté à des problèmes tels que la politique de la reproduction (on pense à la lutte du K.D.P. sur l'avortement en Allemagne en 1931), et à tout l'éventail des problèmes que devaient traiter les administrations locales socialistes, les stratégies et les tactiques étaient presque entièrement fondées sur des théories de circonstance, et les pratiques devaient être reconstruites à partir d'un ensemble hétérogène de positions.
- 14. Voir parmi d'autres travaux M. Tafuri, *Vienna Rossa. La politica residenziale nella Vienna socialista* ; milan, 1980 ; et A. Rabinbach, *The Crisis of Austrian Socialism* ; Chicago, 1982.
- 15. Voir P. Dodge, *Beyond Marxism : The Faith and Work of Henrik de Man* ; La Haye, 1966 ; et H. De Man, *La Joie au travail : enquête basée sur des témoignages d'ouvriers et d'employés* ; Paris, 1930.
- 16. Voir M. Rebérioux et P. Fridenson, « Albert Thomas, pivot du réformisme français » in *Mouvement social* ; avril-juin 1974, n° 87 ; pp. 85-98 ; et M. Fine, « Un instrument pour la réforme : l'association française pour le Progrès social (1927-1929) » in *Mouvement social* ; janvier-mars 1976, n° 94 ; pp. 30-50.
- 17. Voir G. Mequet, « The Programme of the International Committee on Workers' Spare Times » in *O.I.T., Studies and Reports* ; Genève, 1936, Série G, 4 Studies on Housing and Welfare, « Recreation and Education » ; reports presented to the international Conference on Workers' Spare Time ; Brussels, Juin 15-17, 1935, et *Studies and Reports* ; Genève, 1939, Série G, 5 Studies on Housing and Welfare, « Facilities for the Use of Worker's Leisure during holidays ».
- 18. M. Dommanget, introduction à P. Lafargue, *Le Droit à la paresse* ; Paris, 1972 ; pp. 76-81.